

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/sb
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le 24/10/2024 en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Sous-Commission Départementale de Sécurité établi après la visite réalisée le **09/10/2024** de l'établissement ci-dessous :

Commune : LE MANS
Établissement : E 181 00055 019 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT FONTENOY &
URGENCES (1)
194 Avenue Rubillard
Catégorie : 1ère cat.
Type principal : U

AVIS

Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

FAVORABLE

à la poursuite d'exploitation

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M.
Pour le Préfet,
l'attaché adjoint au chef de bureau


Franck QUILLET

<p style="text-align: center;">RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Sous-Commission Départementale de Sécurité</p>
--

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 09/10/2024

<u>Établissement :</u>	E 181 00055 019 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT FONTENOT & URGENCES (1)
<u>Adresse :</u>	194 Avenue Rubillard 72000 LE MANS
<u>Type et Catégorie :</u>	U - 1ère cat.
<u>Objet de la visite :</u>	périodique et réception de travaux
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	22.10.2023 - avis favorable

COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

Membres ayant voix délibérative :

Le représentant du MAIRE :	Mme LARSON
Le représentant du BSCGC :	M. BESLAND
Le représentant du DDSIS :	M. le Ltn BRAZILLE
Le représentant du DDSP :	M. EDOUARD
Le représentant du DDT :	M. VIOLET

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, Responsable sécurité CHM
- M. CARRE, Responsable maintenance et sécurité
- M. HULET, BTP Consultants
- M. DE FRANCE, Coordinateur SSI
- M. GRANDIER, INEO ARA
- M. JOUANNOT, SIEMENS
- M. BONNEC, Conducteur d'opérations CHM
- M. DOMESNILDRIEU, Chargé d'affaire SCETEC
- M. ROUSSON, Conducteur d'opération travaux CHM
- M. CHEVALIER, TESSI Ingénierie
- M. METAIS, Service urbanisme ERP Ville du Mans
- M. DERRIEN, SSIAP2 CHM
- Mme MALLE, Alternant au Cabinet de la Préfecture

<p style="text-align: center;">RÉGLEMENTATION</p>
--

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
181.13.Z0135	Réaménagement du hall.	17/10/13	
181.14.Z0094	Réaménagement des consultations externes.	03/07/14	
181.15.Z0066	Réaménagement partiel du niveau 7.	13/05/15	26/10/2017
AT.181.17.Z0090	Réfection de l'unité 43	27/04/17	26/10/2017
AT.181.18.Z0027	Travaux d'aménagement niveau 6 - unités 62 et 64	15/03/2018	
AT.181.18.Z0050	Réfection des unités 53 et 54	29/03/2018	
Avis technique	"Modification des capacités d'accueil de l'unité 53".	03/05/2018	
Avis technique	Implantation dans les circulations des solutions hydro alcoolique	03/05/2018	
Avis technique	méthode de migration du SDI et CMSI des travaux de la phase 1.	14.02.2019	
AT.181.19.Z0190	Restructuration de la cuisine centrale	01.08.2019	
AT.181.19.Z0311	Aménagement d'une cafétéria	09.01.2019	
AT.181.19.Z006	Réaménagement du magasin général	14/12/2019	26/10/2017
AT.181.20.Z0030	Aménagement pour la création d'un nouvel IRM	05/03/2020	
	Demande de dérogation à l'article CO53§3 dans le cadre de la mise en sécurité du bâtiment	18/06/2020	
Avis technique	Concernant l'espace cuisine.	27/08/2020	
AT.181.20.Z0257	Remplacement du convoyeur de linge sale	07/01/2021	
AT.181.21.Z077	Réaménagement des consultations externes et amélioration de la sécurité existante	02/09/2021	
AT.181.22.Z0028	Mise en sécurité du bâtiment Fontenoy	17/03/2022	
AT.181.23.Z0184	Réaménagement des niveaux 4 et 5	21/07/2023	
AT.181.24.Z0177	Travaux de mise en sécurité incendie des unités U31-U33-U34	08.08.2024	
dérogation	demande de dérogation article U20 §3	12/09/2024	

Dérogations et avis techniques successifs :

Article concerné : U20 §3

Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Article U20 : Fonctionnement des portes de recoupement

§1 - En dérogation à l'article CO47 (§4), la fermeture simultanée des portes à fermeture automatique de recoupement des circulations horizontales doit s'effectuer dans la zone protégée et être asservie à des dispositifs de détection automatique d'incendie sensibles aux fumées et aux gaz de combustion.

§2 - Les portes de recoupement des circulations horizontales des zones doivent être à fermeture automatique. Leur degré de résistance au feu est celui imposé par le mode de distribution intérieure concerné.

§3 - En aggravation des dispositions de l'article CO45 (§4), les portes de recoupement des circulations horizontales doivent être à va-et-vient.

§4 - En dérogation à l'article CO44 (§2), il n'est pas obligatoire d'installer d'oculus dans les portes en va-et-vient maintenues ouvertes en permanence.

Motivation de l'exploitant

Bâtiment Fontenoy, niveau 0, circulation du magasin (espace interdit au public) : La porte coupe-feu n° 15 est régulièrement détériorée par les nombreux passages de chariot et elle ne permet plus d'assurer le coupe-feu réglementaire. Afin d'y remédier, l'exploitant sollicite l'avis de la Sous Commission Départementale de Sécurité sur la possibilité de remplacer la porte en va-et-vient par une porte simple action avec ouverture dans le sens de l'évacuation. Il sera alors possible de protéger les vantaux de la porte par des structures acier évitant les chocs.

Analyse : Seul le personnel utilise cette circulation. La présence d'une porte à simple action connu et utilisé régulièrement par le personnel ne doit pas être un obstacle à l'évacuation en situation d'incendie.

> *Avis de la Sous Commission Départementale de Sécurité : **Avis favorable** sous réserve que la porte soit malgré tout équipée d'un oculus et asservie aux SSI.*

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, Responsable sécurité CHM.

Descriptif :

Composition du bâtiment :

◆ NIVEAU -1

- sous-station chauffage
- tapis linge sale

◆ NIVEAU 0

- cafétéria privée (effectif déclaré 111 personnes)
- restaurant du personnel (392 personnes au titre du personnel)
- cuisine centrale
- magasin
- local pompe à vide
- archives centrale
- salle serveur
- local onduleur
- TGBT
- locaux techniques
- vestiaires
- salle de culte

◆ NIVEAU 1

- service imagerie (19 salles de consultation)
- urgences (19 salles de consultation et 19 chambres)
- bloc opératoire et SSP (1 salle de consultation)
- consultations externes (34 salles de consultation)
- bureaux administratifs
- bibliothèque

- cafétéria
- aumônerie
- bureaux des associations
- hall
- pc sécurité
- local SSI
- local téléphonie

◆ NIVEAU 2

- local technique 4
- local technique 3
- atelier biomédical
- salle du conseil d'administration
- salles de réunion/conférence
- vaguemestre
- local archives
- local technique 1
- bureaux médicaux de l'unité 34
- local technique 2

◆ NIVEAU 3

- USC adulte HC (13 lits)
- ORL
- stomatologie
- réanimation médico chirurgicale
- bureaux médicaux
- office vestiaires
- bureaux d'assistants de service social
- umato-infection médecine interne
- médecine pluridisciplinaire (9 places)
- ophtalmologie

◆ NIVEAU 4

- équipe de stomathérapie
- chirurgie générale digest-endo HC (26 lits)
- HC CHIR (26 lits)
- chirurgie générale soins externes
- bureaux médicaux
- office vestiaires
- chirurgie HPDD (26 lits)
- HC CHIR (26 lits)

♦ NIVEAU 5

- maladies infectieuses et tropicale HC (24 lits)
- urologie HC (26 lits)
- bureaux médicaux
- office
- vestiaires
- orthopédie traumatologie HC (24 lits)

♦ NIVEAU 6

- médecine polyvalente 4 HC (29 lits)
- unité neuro-vasculaire (UNV) HC (11 lits)
- neurologie Cs Ext
- CS mémoire de neuro Cs ext
- bureaux médicaux
- office
- vestiaires
- médecine polyvalente 2 HC (23 lits)
- médecine polyvalent 1 HC (28 lits)

♦ NIVEAU 7

- rhumatologie HC (28 lits)
- cardiologie HC (29 lits)
- explorations rythmologiques
- explorations hémodynamiques
- soins intensifs de cardiologie (USIC) HC (11 lits)
- cardio-neuro-rhumato-HPDD (24 lits)

♦ NIVEAU 8

- machinerie ascenseurs et accès aux toitures terrasses du FONTENOY

A ce jour dans le cadre de la mise en sécurité du bâtiment FONTENOY, Unité réceptionné RVRAT n° 15479554/0796200-00515 établi par le Bureau VERITAS le 09.10.2023.

Au cours de cette visite, la commission de sécurité a constaté les points suivants :

- les plans d'évacuation et le plan d'intervention étaient en place
- les consignes de sécurité étaient affichées
- le contrat de maintenance du SSI est mis en place
- les attestations de formation du personnel sont à transmettre
- les extincteurs sont mis en place.
- le registre de sécurité est ouvert et renseigné.

La commission de sécurité a procédé aux essais suivants :

après coupure des énergies, essais de l'alarme incendie

- par DAI

Vérification des points suivants :

Compartimentage : oui
Désenfumage mécanique : oui
Désenfumage naturel : oui
Fonctionnement des portes coupe feu : oui
Fonctionnement des ferme portes asservi : oui
Les éléments constatés et essais réalisés sont satisfaisants.

TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

Objet des travaux : Travaux de mise en sécurité des unités U31-U33-U34

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de :

- Autorisation de travaux n° 181.24.Z0177 étudiée par la S.C.D.S. le 08.08.2024

Documents présentés lors de la visite de réception :

- **Attestation du maître d'ouvrage** certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur (*article 46 du décret du 8 mars 1995*).
- **Attestation du bureau de contrôle** précisant que la mission solidité a été exécutée, complétée par le relevé de conclusions attestant de la solidité de l'ouvrage (*articles 46 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
- **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du premier groupe - articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*) :
 - BTP Consultant TRCT-2019-20-38668 du 08.10.2024
 - RVRAT Bureau VERITAS 14285496/13022568/RVRAT/0
- **Rapport de vérifications techniques relatif à la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, des installations de désenfumage et des installations électriques** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du deuxième groupe avec des locaux à sommeil - article PE4 du règlement de sécurité*)
 - LODEVA Conseil : rapport de réception technique du 08.10.2024

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	08.09.2023	reste (14) obs/135
Éclairage de sécurité (BAES/BAEH/Batterie centrale)	APAVE	08.09.2023	
Installation de gaz (étanchéité du réseau)	plus de gaz		
Installation de chauffage (gaz)	chaufferie centrale		
Clapets coupe-feu	SIEMENS	06.11.2023	
Appareils de cuisson gaz / électricité (livret d'entretien)	QUIETALYS	contrat	
Hottes – circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine)	HSTAC	11.12.2023	
Traitement d'air et ventilation (livret d'entretien)	DALKIA		
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	01.06.2024	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	10.11.2021	
Système de sécurité incendie de catégorie (A) :			
- contrat annuel d'entretien	SIEMENS	06.11.2023	reste (10) obs
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	15.07.2021	
- contrôle triennal désenfumage mécanique			
- système d'alarme type (1)			
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂) cages d'escalier	APF		
Extincteurs portatifs	IPS	23.02.2024	
Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)	AF Maintenance	contrat	
Réseau de fluides médicaux	APAVE	07.03.2024	reste (2) obs
Autres vérifications			
• colonnes sèches	IPS	28.02.2024	
• thermographie	APAVE	04.09.2024	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 8 agents SSIAP
- exercice d'évacuation : 2 exercices réalisés en 2024
- système de sécurité incendie : 8 agents SSIAP

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : équipe SSIAP

Contrat de maintenance SSI en 4h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui – Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Classement selon l'article U2

Mode de calcul de l'effectif : Déclaration du chef d'établissement

Niveaux	Lits	Effectifs	Poste de consultation	Effectif	Total niveau	Effectif cumulé
Niveau 8						
Niveau 7	92	215	0	0	215	215
Niveau 6	105	245	0		245	460
Niveau 5	82 + 10 EPSM	215	0	0	215	675
Niveau 4	112	262	0	0	262	937
Niveau 3	49	115	14 postes ORL et STOMATO	14 x 8 = 112	227	1164
Niveau 2	0		0	147 (déclaratif) 3 salles de réunions totalisant 147 personnes et 126 personnes au titre du personnel qui ne doivent pas apparaître : cet effectif étant réparti sur les autres niveaux	147	1311
Niveau 1 (RDC)	22 (SAU)	51	54	54x8 = 432	483	1794
Niveau 0	0			111 (déclaratif) : dans la cafétéria privée	111	1905
Effectif public et personnel (*)					TOTAL = 1905 PERSONNES	

Établissement Recevant du Public de 1ère cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R143-34, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage – y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine – y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs, robinets d'incendie armés, système d'extinction automatique des friteuses (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les portes coupe-feu des cuisines (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)
- le système d'extinction automatique de type sprinkler (art. MS73)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Visite du 06/10/2020	4	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, le RVRAT établi par BTP Consultant N°TR182000147 du 25/11/2019

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
Aucune prescription	

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement.
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,
Ltn Stephane BRAZILLE